

*Budget—M. Leggatt*

confondons pas séparation et bon gouvernement. Le gouvernement actuel de la province de Québec dépasse de cent coudées le précédent et les Québécois le savent bien.

**Une voix:** Que faites-vous des sondages?

**M. Leggatt:** Je suis d'accord avec mon collègue de Winnipeg-Nord-Centre lorsqu'il a dit qu'il n'était pas difficile de faire mieux que le gouvernement Bourassa parce qu'on n'a guère de points de comparaison.

Revenons au budget et à la question de savoir pourquoi le ministre des Finances a adopté une approche aussi modeste. A l'heure actuelle, le Canada accuse un déficit de 11 milliards de dollars. Je me rappelle que l'ex-gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a été défait parce qu'il avait accumulé un déficit de 100 millions de dollars et que les gens étaient dégoûtés de cette administration terriblement inefficace. Quelle chose terrible qu'un déficit de 100 millions de dollars! A l'époque, le ministre de la Justice a dit que nous avions connu un type du nom de C. D. Howe qui avait dit: «Qu'est-ce qu'un million?», et que nous avons eu un Dave Barrett qui a dit: «Qu'est-ce que cent millions?» C'était une flèche politique assez habile. Nous avons maintenant un gouvernement qui répète, année après année, «Qu'est-ce que onze milliards de dollars? Ce n'est pas grave, ce n'est qu'un déficit comme un autre».

Il y a une chose que je reconnais avec mes collègues du Crédit social, c'est qu'un déficit de 11 millions, c'est beaucoup trop si l'on veut faire ce qu'il faut pour notre pays. La raison pour laquelle le gouvernement a présenté un budget aussi «mince», c'est que le ministre des Finances est dans une impasse. Les magnats de la finance du monde entier lui ont dit: Vous êtes dans la dèche; vous êtes trop prodigues. Qu'est-ce que le gouvernement trouve à faire? Il tripote une taxe de vente qui n'est pas la sienne.

**Une voix:** Que feriez-vous?

**M. Leggatt:** J'y viens. Si j'ai le temps, je vais vous parler des solutions que j'envisage, et je suis convaincu qu'après le prochain congrès d'orientation libéral, elles réapparaîtront noir sur blanc.

Avec un déficit de 11 milliards de dollars, le gouvernement n'a pas de marge de manœuvre. A moins qu'il ne repense tout le régime fiscal, il ne sera pas en mesure de mettre en œuvre un programme d'envergure de dépenses publiques. Que faire avec un déficit de 11 milliards, un million et demi de chômeurs, un taux d'inflation de 9 p. 100 et un dollar qui vaut maintenant moins de 87c.? J'ignore quelle est sa valeur d'échange aujourd'hui, mais elle a sans doute baissé à près de 85c.

Je vois mon collègue, qui, incidemment, représente la circonscription où je demeure à Ottawa, hausser les épaules comme pour demander: «Après tout, qu'il vaille 85c. ou non, quelle différence cela fait-il?» Les personnes âgées de ma circonscription voient la différence lorsqu'elles doivent se procurer des produits de première nécessité. Aucun autre facteur n'a autant contribué à la hausse des prix. La chute de notre dollar a entraîné une hausse vertigineuse du coût de la vie—non pas pour les gens aisés, mais pour les gens au revenu modeste, pour les personnes âgées, pour ceux dont tout l'argent passe aux produits de première nécessité, car une bonne partie de ces produits sont importés.

[M. Leggatt.]

Il ne sert à rien de hausser les épaules devant la situation du dollar qui se trouve maintenant plus bas qu'il ne l'a jamais été de la vie des députés, à l'exception peut-être de celui de Winnipeg-Nord-Centre. Je ne suis pas sûr en ce qui le concerne. Il n'a jamais été si bas de notre vie. Pourquoi en est-il là. A cause du déficit de onze milliards, et aussi à cause d'un autre grand problème de notre économie, celui dont bien peu de députés ont parlé.

Il y a eu une époque où des types comme Walter Gordon, qui siégeait au cabinet libéral, le député de Windsor-Ouest (M. Gray), qui siège en isolé au bout de la première rangée, hors du cabinet; un autre type nommé Eric Kierans, qui s'acquitte actuellement de ses devoirs envers les Canadiens en donnant des conseils économiques très qualifiés que le gouvernement continue d'écarter—avaient une voix ici. Ils avaient la même conviction qu'un pays appartenant à l'étranger est dominé par l'étranger, et que si l'on ne règle pas ce problème on ne peut régler les grands problèmes économiques du Canada. Et nous constatons maintenant les retombées que le député de Windsor-Ouest, M. Kierans, Walter Gordon et le Comité pour un Canada indépendant annoncent depuis 10 ans. Ces gens ont prévu que cela arriverait au cours des dix prochaines années à moins qu'on ne fasse quelque chose à l'égard de la mainmise étrangère sur l'économie canadienne.

Permettez-moi de rappeler à la Chambre quels sont les chiffres concernant cette mainmise étrangère. Ils ont été publiés en 1977 et la situation ne fait qu'empirer: 57 p. 100 du secteur de la fabrication, 99 p. 100 de l'industrie du caoutchouc, 96 p. 100 de l'industrie de l'automobile et des pièces détachées, 85 p. 100 de l'industrie chimique, 71 p. 100 de l'industrie de l'appareillage électrique, 63 p. 100 de l'industrie du matériel agricole et 57 p. 100 de l'industrie des transports, sont entre des mains étrangères.

Et voilà que le gouvernement vient nous proposer dans le budget ces merveilleuses dispositions en faveur de la recherche et du développement. Si le gouvernement voulait vraiment faire quelque chose pour la recherche et le développement, il rapatrierait notre économie, car les compagnies multinationales ne consacrent pas d'argent à la recherche et au développement au Canada. Elles n'y voient aucun avantage. Elles préfèrent dépenser cet argent à leur siège social. Elles créent ces emplois là-bas afin de pouvoir vendre leurs produits au Canada, sans que les Canadiens puissent vendre à l'étranger les produits mis au point grâce à leur propre technologie.

La domination étrangère de l'économie canadienne signifie que les Canadiens continuent d'être les derniers embauchés et les premiers licenciés. Quand le siège social d'une société se trouve à New York ainsi que le conseil d'administration qui connaît et aime cette ville, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions économiques dans des périodes difficiles, la première usine qu'ils vont décider de fermer est certainement celle située au Canada. Quelle a donc été la réaction du gouvernement jusqu'à présent? Il s'est retranché derrière la loi sur l'examen de l'investissement étranger. Les fonctions précédentes de l'actuel ministre des Finances étaient de modifier totalement le fonctionnement de ce mécanisme ainsi que la politique du gouvernement, afin qu'il n'y ait plus aucun doute que le Canada réserve le meilleur accueil aux capitaux étrangers, d'où qu'ils viennent et pour quelque raison que ce soit. L'application de la loi sur l'examen de l'investissement étranger a fait